



Luxembourg, le 18 août 2010

ULBP A.S.B.L.
Monsieur Claude Adam
Président

Objet : Prise de position par rapport aux remarques de l'ULBP en rapport avec le projet de vademecum concernant la loi relative aux bibliothèques publiques et son règlement d'exécution

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre du 10 juillet 2010 dans laquelle vous m'avez exposé les remarques de l'ULBP en rapport avec le projet de vademecum concernant la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques et son règlement d'exécution du 4 juillet 2010 pour prendre position comme suit :

- 1) remarques de l'ULBP concernant l'alinéa « Qui peut obtenir l'agrément en tant que bibliothèque publique et sous quelles conditions ? »

- point 3 : Comme déjà expliqué à plusieurs reprises, la gratuité de l'ensemble des services énumérés sous ce point ne signifie pas que l'émission de cartes de lecteur contre une participation minimale aux frais ne sera désormais plus tolérée. Il n'en reste pas moins que les frais liés à la confection des cartes de lecteur nominatives sont à considérer comme frais de fonctionnement remboursés, dans certaines limites, par l'Etat, comme il est précisé à la page 3 du vademecum.

Le vademecum a été complété par cette précision.

- point 4 : Le règlement grand-ducal a, dans sa version définitive du 4 juillet 2010, encore été amendé dans le sens d'une plus grande flexibilité, en sorte qu'il laisse aux bibliothèques publiques la liberté de choisir parmi deux des trois plages d'heures d'ouverture énumérées et chaque bibliothèque est mise en mesure d'organiser ses heures d'ouverture suivant les besoins de sa clientèle et des régions desservies.

- point 5 : Quant aux publications numériques que chaque bibliothèque publique devrait offrir à ses lecteurs, les publications numériques de tous genres sont en croissance rapide et seront à l'avenir incontournables si les bibliothèques publiques veulent rester attractives pour les publics jeunes. Toutefois, le marché des publications numériques restant aujourd'hui extrêmement mouvant et l'intégration de ces publications dans les bibliothèques publiques

étant assez récente, le gouvernement, suivi par le législateur, n'a pas voulu fixer des règles trop contraignantes.

Pour l'intégration des publications numériques dans les bibliothèques publiques, il y a lieu de distinguer entre le court et le moyen terme. Pour l'intégration à moyen terme, la Bibliothèque nationale se propose de réaliser une étude de faisabilité afin de proposer un modèle d'intégration des publications numériques qui soit convivial et en symbiose avec les outils de gestion des bibliothèques du réseau national bibnet.lu.

A court terme, une bibliothèque publique qui offre à ses lecteurs quelques publications numériques telles que des CD ou des DVD avec des données numériques (ex. une méthode d'apprentissage audio ou audiovisuelle d'une des trois langues officielles du pays, un dictionnaire ou une encyclopédie sur CD) est considérée comme remplissant les conditions de la loi.

Les bibliothèques publiques pourront par ailleurs rendre attentif aux publications numériques contenues dans le « portail bnu » (www.portail.bnu.lu) qui ne contient non seulement des publications à caractère scientifique, mais encore des publications grand public telle que la collection complète des « Que-sais-je ». Ces documents sont accessibles à toute personne détenant une carte de lecteur d'une bibliothèque membre du réseau bibnet.lu.

2) remarque concernant l'alinéa « En quoi consiste l'aide financière de l'Etat » ?

Les « frais de fonctionnement » constituent effectivement la somme des frais du personnel et des autres frais de fonctionnement, le terme « autre » ayant pour objet de souligner que les ~~frais du personnel ne couvrent qu'une partie des frais de fonctionnement.~~

3) remarque concernant l'alinéa « Quelles sont les mesures transitoires prévues par la loi pour les bibliothèques qui ne remplissent pas encore toutes les conditions pour obtenir l'agrément ? »

L'article 24 de la loi prévoit que l'Etat organisera et financera au cours de la période transitoire des formations pour les personnels des bibliothèques qui sont candidates à l'agrément.

Afin de définir les besoins en formation et de préparer ce plan de formation, un questionnaire spécial « période de transition » sera envoyé à toutes les bibliothèques publiques en vue de recueillir toutes les informations requises à cet effet.

Le plan de formation est élaboré par la Ministre de la Culture, après avis de la Bibliothèque nationale et du Conseil supérieur des bibliothèques.

Quant à la question de savoir si la Bibliothèque nationale est actuellement déjà équipée pour offrir l'aide annoncée pour intégrer les bibliothèques publiques dans le réseau national bibnet.lu, il est évident que la procédure pour réaliser les renforcements en personnel décidés par la loi n'a pu être entamée avant l'entrée en vigueur de la loi. La Ministre de la Culture interviendra afin que ces renforcements en personnel puissent être réalisés dans les plus brefs ~~délais.~~

La mise en place du service des bibliothèques publiques auprès de la section du réseau national des bibliothèques luxembourgeoises au sein de la Bibliothèque nationale et le plan d'action pour intégrer les bibliothèques publiques dans ce réseau ne pourront être mis en œuvre qu'après l'engagement de ces personnels.

4) remarques générales :

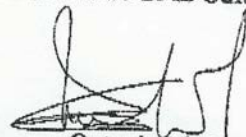
L'ensemble des justificatifs demandés aux bibliothèques publiques en vue de l'obtention de subsides étatiques correspond aux pièces requises dans le cadre de toutes les conventions étatiques. Il s'agit-là d'un minimum en informations absolument nécessaires à l'administration pour s'assurer des connaissances nécessaires sur la situation du demandeur de subsides et sur ses projets, ainsi que d'une bonne gestion des deniers publics.

Dans la mesure où les questionnaires prévus (un questionnaire à joindre à la demande d'agrément, un questionnaire spécial « période de transition » envoyé une seule fois en début de la phase transitoire pour sonder les besoins en formation du personnel et un questionnaire annuel sur les statistiques) ont pour objet ou bien d'aider les bibliothèques à établir la preuve de la réunion des conditions requises à l'obtention de l'agrément, ou bien de les aider en vue d'une mise à niveau des conditions à remplir pour obtenir l'agrément, ils ne sont guère contraires à la simplification administrative.

Je vous joins en annexe, pour votre information, une copie du « vademecum » tel qu'il vient d'être publié sur notre site internet.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

La Ministre de la Culture



Octavie Modert